



Marché A Procédure Adaptée

MARCHE D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE-VENTILATION-CLIMATISATION-TRAITEMENT D'AIR DU SITE DE SCIENCES PO LYON

REGLEMENT DE CONSULTATION

Objet de l'appel d'offres : Marché d'Exploitation et de maintenance des installations de chauffage-ventilation-climatisation-Traitement d'air du Site de Sciences Po Lyon.

Fondement juridique :

La présente consultation est passée en vertu du code des marchés publics et se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de "Fournitures et Services » (arrêté du 19 janvier 2009).

Il s'agit d'un Marché à Procédure Adaptée en application des articles L.2123-1 du code de la commande publique.

Pouvoir adjudicateur :

Institut d'Etudes Politiques de Lyon
14 Avenue Berthelot,
69007 Lyon.

Date et heure limites de réception des offres : Jeudi 10 juillet à 12h00

Les offres doivent être rédigées en français

SOMMAIRE DU REGLEMENT DE CONSULTATION

<i>Objet de l'appel d'offres : Marché d'Exploitation et de maintenance des installations de chauffage-ventilation-climatisation-Traitement d'air du Site de Sciences Po Lyon.</i>	<i>1</i>
<i>69007 Lyon.....</i>	<i>1</i>
Titre 1 : OBJET DU MARCHE.....	3
Article 1 : Description.....	3
<i>Les spécificités techniques figurent dans le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) et ses annexes (n° 1 à 2).</i>	<i>3</i>
Article 2 : Lieu de livraison ou d'exécution.....	3
Article 3 : Décomposition en lots.....	3
Article 4 : TYPE ET Durée du marché.	4
Article 5 : Variantes	4
Article 6 : Visite des locaux.....	4
Article 7 : Conditions particulières d'exécution	4
Article 8 : Confidentialité	4
Titre 2 : PROCEDURE.....	4
Article 9 : Type de procédure	4
Article 10 : Nombre de candidats admis à présenter une offre	5
Article 11 : Critères de sélection et d'attribution.....	5
11-1 Candidatures :	5
11-2 : Offres :	5
Article 12 : Négociations	5
Article 13 : Délai de validité des offres.....	5
Titre 3 : RENSEIGNEMENTS DIVERS.....	5
Article 14 : Forme juridique - Modalités d'attribution	6
Article 15 : Contenu du dossier de consultation	6
Article 16 : Contenu des offres	6
16-1 Documents à produire :	6
16-2 Pour la candidature :	6
16-3 Pour l'offre :	7
Article 17 : Conditions de remise des offres	8
17-1 Transmission sur support papier :	8
17-2 Transmission des plis dématérialisés :	8
Article 18 : Attribution provisoire.....	8
Article 19 : Voies et délais de recours	9
Article 20 : Renseignements complémentaires.....	9

Titre 1 : OBJET DU MARCHÉ

Article 1 : DESCRIPTION.

Le présent marché est un marché de fourniture et de service dont l'objet est l'exploitation et la maintenance des équipements de production de chauffage, de climatisation, de traitement d'air et de ventilation du site de Sciences Po Lyon.

Les installations confiées au TITULAIRE par le présent marché sont :

- la production, la distribution de chaleur, y compris réseaux hydrauliques et les équipements terminaux,
- La production, la distribution de froid, y compris réseaux hydrauliques et les équipements terminaux,
- Le traitement d'air et la ventilation,
- Les réseaux aérauliques, y compris bouches de diffusion, (hors clapets coupe-feu),

Les installations confiées au TITULAIRE par le présent marché sont réparties sur les bâtiments suivants :

	Bibliothèque	Amphithéâtre Aubrac	Bâtiment Administratif	Bâtiment Pédagogie
Classement et Catégorie	ERP type SNLR 3ème catégorie	ERP type R 4 ^{ème} catégorie	Code du travail	ERP type R 2ème catégorie
Surface (SHON)	2 325 m ²	345 m ²	2 200 m ²	3100 m ²
Année de Construction	1954 rénovation en 2013	1890 rénovation en 2012	1890 rénovation en 2014/2015	1999
Nombre de sous-sol	1	1		1
Nombre de niveaux	R+3 combles	R+1 en mezzanine	R+4 combles	R+4
Effectifs (hors public)	480	242		1260
Type de locaux	Bibliothèque, bureaux,	Amphithéâtre	Bureaux	Salles de cours, bureaux

Les spécificités techniques figurent dans le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) et ses annexes (n° 1 à 2).

Article 2 : LIEU DE LIVRAISON OU D'EXECUTION.

IEP de Lyon – 14, Avenue Berthelot – 69007 LYON

Article 3 : DECOMPOSITION EN LOTS.

Le marché est composé d'un lot unique.

Justification de non-allotissement en cas de lot unique :

- ☐ L'acheteur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination.
- ☐ La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence.
- ☒ La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.
- ☒ La dévolution en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Article 4 : TYPE ET DUREE DU MARCHE.

Il s'agit d'un marché de type accord-cadre avec marchés subséquents et bons de commande suivants l'article R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

La date prévisionnelle de début des prestations est fixée vers le 01/10/2025.

Le présent marché est conclu pour une première période allant de sa notification jusqu'au 30/09/2026. Il est renouvelable à 3 reprises par tacite reconduction. Les reconductions se font pour les périodes suivantes:

- du 01/10/2026 au 30/09/2027,
- du 01/10/2027 au 30/09/2028,
- du 01/10/2028 au 30/09/2029,

Article 5 : VARIANTES

Aucune variante libre (à l'initiative du candidat) n'est autorisée.

Par ailleurs, aucune variante imposée (par le pouvoir adjudicateur) et aucune prestation supplémentaire n'est prévue.

Article 6 : VISITE DES LOCAUX

La visite obligatoire est prévue durant comme suit :

Date de la visite : 19 juin 2025 à 9h ou 20 juin 2025 à 9h (durée de la visite, 1h30 environ)

Modalité d'Inscription préalable à la visite :

Le candidat s'inscrit à cette visite en envoyant sa demande ainsi que le nom de la personne désignée par messagerie à l'adresse : arnaud.marcon@sciencespo-lyon.fr et eric.ndemanou@sciencespo-lyon.fr

Aucune demande par téléphone ne sera acceptée.

A l'issue de cette visite, une attestation sera remise aux candidats.

Article 7 : CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L2112-2, L2112-3 et L2112-4 du Code de la commande publique.

Article 8 : CONFIDENTIALITE

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

Titre 2 : PROCEDURE

Article 9 : TYPE DE PROCEDURE

La consultation a été passée selon :

- ☐ Une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2, R2161-3 et R2161-5 du code de la commande publique.
- ☒ Une procédure adaptée en application des articles R.2123-1 1°, R.2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique.

Article 10: NOMBRE DE CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE

Sans objet.

Article 11 : CRITERES DE SELECTION ET D'ATTRIBUTION

11-1 Candidatures :

Les candidatures sont examinées au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

11-2: Offres :

Les critères pondérés de jugement des offres sont:

Critère 1 - Valeur technique au regard du mémoire technique – pondération 60 %

Les éléments d'appréciation de ce critère sont :

- Qualité de l'organisation proposée pour le marché - profil des personnes
- Délais
- Services
- Environnement

Critère 2 - Prix - pondération 40%

Les éléments d'appréciation de ce critère sont :

- Montant P2
- Montant P3

La formule utilisée sera : $\text{Note} = (\text{Offre la plus basse/prix de l'offre examinée}) * 40$.

Pour les prix unitaires, en cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En application de l'article R.2152-6 à R2152-8 et R2152-12 du décret n° 2018-1075 du code de la commande publique, les offres seront classées par ordre décroissant. En cas d'égalité de points, l'offre présentant la meilleure note sur le critère prépondérant sera classée première.

L'institut d'Etudes politiques de Lyon se réserve le droit de déclarer la consultation sans suite.

Par principe d'équité des candidats et afin de répondre aux besoins de l'Institut, l'attention des candidats doit être portée sur le respect des prestations demandés dans le bordereau de prix unitaire.

Article 12 : NEGOCIATIONS

L'Institut d'Etudes Politiques de Lyon se réserve le droit de négocier les offres autant sur leur contenu que sur les prix, sans que cette phase ne soit obligatoire.

Article 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Titre 3 : RENSEIGNEMENTS DIVERS

Article 14 : FORME JURIDIQUE - MODALITES D'ATTRIBUTION

Le marché sera attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Aucune forme de groupement n'est imposée à l'attributaire du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- En qualité de membres de plusieurs groupements

Article 15 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (DCE) est téléchargeable directement sur le profil acheteur de l'Université d'Artois (plateforme de dématérialisation PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>
Il comprend les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) daté et signé par le représentant habilité de l'entreprise et les annexes :
 - Annexe n°1 relative au Bordereau de Prix Unitaire ;
 - Annexe n°2 Décomposition du prix global et forfaitaire
 - Annexe n°3 relative au cadre de réponse du mémoire technique.
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) et ses annexes détaillées :
 - Annexe 1 : Liste non exhaustive des principaux équipements du site,
 - Annexe 2 : Gammes de maintenance minimales.
- Le Règlement de consultation

Il est conseillé aux soumissionnaires de s'enregistrer et de s'identifier lors du téléchargement du DCE, afin d'être alertés, le cas échéant, des éventuels compléments (précisions, rectifications, ...) apportées par le pouvoir adjudicateur en cours de consultation.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Article 16 : CONTENU DES OFFRES

16-1 Documents à produire :

Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française. L'unité monétaire est l'euro. Le dossier à remettre par le candidat comprendra les documents relatifs à la candidature et à l'offre, à savoir :

16-2 Pour la candidature :

Les imprimés DC1 et DC2 sont disponibles gratuitement à <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- un acte de candidature (utilisation de l'imprimé DC1);
- la déclaration du candidat (utilisation de l'imprimé DC2)
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société
- Extrait de Kbis

Le cas échéant, en application de l'article R.2143-4 et R2143-16 du code de la commande publique, les pièces et renseignements ci-dessus relatifs à la candidature peuvent être remplacés par le formulaire dûment complété de DUME publié au JOUE le 6 janvier 2016. Le DUME doit être rédigé en français. Il vaudra remise des imprimés DC1 et DC2.

- Les documents suivants doivent être également fournis :
 - Situation juridique (article R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du code de la commande publique) : déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique ;

- Renseignements permettant d'apprécier sa capacité technique : Organisation, effectifs, CV, matériels en particulier ainsi que tout élément que le candidat trouvera utile à renseigner
- Renseignements permettant d'apprécier sa capacité professionnelle : Présentation de références significatives sur les 3 dernières années en lien avec l'objet de cette procédure
- Renseignements permettant d'apprécier sa qualité financière : Déclaration des montants des marchés significatifs de même nature.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements relatifs à la candidature (cf. ci-dessus) si le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans leurs dossiers toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents relatifs à la candidature (cf. ci-dessus) transmis lors d'une précédente consultation et qui sont toujours valables. Les documents relatifs à l'offre devront être fournis.

16-3 Pour l'offre :

Chaque candidat doit produire obligatoirement un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

1. L'Acte d'Engagement (AE – DC3) daté, complété et signé,
2. Les annexes de l'Acte d'Engagement (cadres de réponse du dossier de consultation) :
 - Bordereau de prix unitaire – annexe n° 1
 - Décomposition du prix global et forfaitaire – annexe n°4
 - Mémoire technique – annexe N° 3
3. Le C.C. P. paraphé et signé
4. L'attestation de visite sur site dûment rempli et signé par le représentant de la Personne Publique.

Précisions concernant le contenu du mémoire technique :

Le mémoire technique décrit de manière précise la méthode de travail en fonction des exigences contenues dans le CCP. Il présente l'organisation et les moyens que l'entreprise mettra en place pour l'exécution des prestations et détaille au minimum les points suivants :

■ **Présentation de l'organisation pour gérer et exécuter le marché**

- Description et présentation de l'équipe: le responsable interlocuteur unique (technique et administratif), l'équipe opérationnelle affectée au site. Le CV de chaque intervenant doit être joint (formation, années d'expérience, etc..) ainsi que la description précise de sa mission;
- Organigramme opérationnelle de l'équipe ;
- Organisation de l'astreinte et des permanences 24h/24h, organisation du fonctionnement en temps normal et modalités de gestion des remplacements (congrés, absences non programmées) ;

■ **Pertinence des prestations**

- Présentation des gammes de maintenance préventive (cf. annexe 2 du CCP à compléter) et planning prévisionnel de maintenance sur la totalité des équipements et installations ;
- Stratégie de maintenance: effectif affecté au site pour la maintenance préventive et corrective, répartition de la charge de travail fonctionnelle (pilotage/conduite/préventif/correctif), interventions des constructeurs, interventions des sous-traitants;
- Charge de travail prévisionnelle annuelle ;

■ **Pertinence des prestations en matière de performance énergétique**

- Niveau d'engagement
- Description des actions envisagées, avec leur périodicité, pour garantir la bonne exploitation des installations, l'atteinte des objectifs de performance énergétique contractuels; le candidat pourra notamment présenter son retour d'expérience sur des installations similaires. (exemple: points de contrôle et de surveillance, etc...)

■ **Traçabilité et méthode proposées**

- Modalités de prise en charge du marché (planning de démarrage envisagé, moyens humains, ...), exemple de livrables proposés, etc...

- Outil et méthodologie de suivi, de gestion et de traçabilité des prestations (sur site, hors site) avec fourniture des modèle de rapports d'activité et bilan d'exploitation- Qualité et clareté des modèles présentés- Modalité de gestion et d'élimination des produits et de leur emballage, des déchets. Traçabilité mise en œuvre.
- Système de gestions des demandes d'intervention

Article 17 : CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

17-1 Transmission sur support papier :

Conformément aux dispositions des articles R.2132-7 du code de la commande publique, aucune offre sur support papier ne sera acceptée.

17-2 Transmission des plis dématérialisés :

Les candidats doivent transmettre leurs réponses par voie électronique via la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Conformément à l'article R.2143-2 et R.2151-5 du code de la commande publique, les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure fixées ne seront pas retenus : ils seront éliminés.

Conformément à l'article R.2143-2 et R.2151-5 du code de la commande publique, les dossiers devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la page de garde du présent Règlement de consultation. Les candidats sont invités à préparer le dépôt de leur réponse dématérialisée dans un délai raisonnable avant la date et l'heure limites de remise des plis. Les soumissionnaires sont réputés accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si pour un même marché plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis.

Conformément à l'article R.2132-11 du décret n° 2018-1075 du code de la commande publique, les candidats pourront faire un envoi sur support papier ou sur support physique électronique à titre de copie de sauvegarde avant la date et l'heure limite de réception des offres, à l'adresse suivante :

Société	« COPIE DE SAUVEGARDE NE PAS OUVRIR »
Institut d'Etudes Politiques de Lyon Service Finances Marché de maintenance CVC 14, Avenue Berthelot 69007 LYON	

(Horaires du bureau en cas de remise en main propre : du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00).

Article 18 : ATTRIBUTION PROVISOIRE.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire, dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la demande faite par le pouvoir adjudicateur, l'ensemble des pièces et justificatifs relatives à la candidature à jour (articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique) ainsi que l'acte d'engagement signé.

Conformément à l'article R2144-7 du décret n° 2018-1075 du code de la commande publique, si le candidat dont l'offre est susceptible d'être retenue ne produit pas les pièces réclamées dans le délai imparti, le marché ne pourra pas lui être attribué.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, l'offre du candidat sera rejetée et la même demande sera adressée au candidat suivant dans le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve qu'il produise ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai. Les candidats non retenus seront alors informés du résultat de la consultation. A l'issue du délai réglementaire, et en l'absence d'un recours, le marché sera attribué à titre définitif.

Article 19 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Lyon
184 Rue Duguesclin 69003 Lyon (France) - Téléphone : 0478141010 - Télécopieur :
0478141065 - greffe.ta-lyon@juradm.fr
<http://lyon.tribunal-administratif.fr/>

Organe chargée des procédures de médiation : Tribunal Administratif de Lyon
184 Rue Duguesclin 69003 Lyon (France) - Téléphone : 0478141010 - Télécopieur :
0478141065 - greffe.ta-lyon@juradm.fr
<http://lyon.tribunal-administratif.fr/>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :
Institut d'Etudes Politiques de Lyon - Chargée des affaires juridiques – Kevin Corbion
14, Avenue Berthelot 69365 Lyon Cedex 07 (France) - Téléphone : 0437283821 - Télécopieur : 0437283801
- affaires.juridiques@sciencespo-lyon.fr
<https://www.sciencespo-lyon.fr/entreprises/marches-publics>

Article 20 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]).

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

Conformément à l'article R2132-6 du décret n° 2018-1075 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation (cf. article 19 du présent document). Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, à défaut l'offre sera éliminée comme non cohérente.